



LAURENT CREMASCHI



20 Novembre 2013

Communiqué de Presse TVA filière équestre

Parti à cheval, des Vosges, le 4 novembre pour dénoncer la hausse de 13 points de TVA sur les activités des centres équestres, Laurent Cremaschi est arrivé à Paris mardi 19 novembre.

Porté par un cortège d'un millier de cavaliers, dirigeants et salariés de centres équestres et d'une centaine de camions de chevaux, il a été reçu au congrès des Maires de France.

Une délégation composée de Monsieur François Lucas - Président du CREIF, Monsieur Louis Sagot-Duvauroux - Délégué Général du GHN, Monsieur Frédéric Richard - Président d'Honneur du CDE 54, Monsieur Lamblin - Député Maire de Lunéville, Monsieur Thibaut Bazin - Maire de Rosières aux Salines et Monsieur Gérard Weber - Président du CDE 88, accompagnait Laurent Cremaschi.

Laurent Cremaschi a exposé à Monsieur Philippe Laurent, Président de la Commission des finances de l'Association des Maires de France, la colère et le désespoir des acteurs de l'équitation française face à une mesure qui triple la TVA sur nos activités et qu'aucune filière économique ne peut supporter. Après avoir exposé le contexte et les conséquences dramatiques (destruction de 6000 emplois, 2000 entreprises et mise au rebus de 80 000 chevaux) d'une telle mesure, la délégation a pu exposer :

- L'impact dramatique, notamment sur les territoires ruraux.
- L'ineptie de la feuille de route cheval qui va transformer un sport populaire autonome financièrement en un sport de nantis, subventionné.
- L'absurdité d'une mesure qui va coûter de l'argent à l'Etat, détruire des emplois, des entreprises et priver des communes et des milliers de familles d'un loisir éducatif et structurant pour les enfants et les territoires.
- Le refus de la filière face à une logique d'aide publique.

Monsieur Philippe Laurent nous a assuré de son soutien et de celui des maires de France. Il s'est engagé à ce que l'Association des Maires de France relaye nos inquiétudes partout où ce serait utile et notamment auprès du gouvernement.

Les élus de terrain semblent avoir perçu l'impasse dans laquelle s'est engagé le gouvernement. Il nous reste à convaincre les principaux décideurs. Après « la croisade » de Laurent Cremaschi, formidable porte-drapeau de notre passion menacée, la mobilisation est plus que jamais indispensable.

La journée nationale du 24 novembre à Paris où tous les cavaliers sont attendus obligera le gouvernement à écouter la colère d'une filière.